

**Déclaration liminaire de la FNEC FP-FO 02 à la F3SCTD
du 23 juin 2023**

Madame la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs les membres de la F3SCTD,

L'année scolaire qui s'achève a été marquée par la très forte mobilisation des personnels de l'Education Nationale contre la réforme des retraites. Comme un très grand nombre de français, ils ont dit non au recul de l'âge de départ en retraite. Les difficultés sans cesse croissantes auxquelles ils font face dans leur métier ne leur permettent pas d'envisager un allongement de leur temps de travail qui aura nécessairement un impact sur leur santé.

Chaque jour, nos collègues voient leurs conditions de travail se dégrader : sans concertation ni accord avec les syndicats, les réformes et déclarations dans les médias, qui parviennent après les dotations arrêtées en janvier mais qui doivent être mises en place à la rentrée, **sèment au mieux l'inquiétude au pire le chaos dans les établissements**. Les personnels doivent revoir **dans l'urgence** les répartitions et l'organisation des EDT, **et, suite à la suppression brutale de la technologie en 6^o**, faire face aux suppressions de poste pour mesure de carte scolaire – source de stress supplémentaire.

L'Education Nationale traverse une crise sans précédent dans l'histoire de notre pays. Jamais auparavant, l'institution n'avait fait face à une telle pénurie de recrutement. Jamais auparavant, les enseignants n'avaient fait face à tant **d'agressions physiques ou verbales** de la part d'élèves ou de leur famille. Jamais auparavant, les enseignants n'avaient été, en nombre, confrontés à des situations provoquées par des élèves dont l'état **de santé mentale n'est pas compatible avec une scolarisation en milieu ordinaire**. Jamais auparavant les enseignants n'avaient eu à subir un tel déclassement intellectuel, fruit du mépris de leur hiérarchie. Jamais auparavant les enseignants n'avaient été confrontés à une perte de pouvoir d'achat qui **s'élève à 25% depuis l'année 2000**, obligeant certains à renoncer à des soins de santé – trop onéreux.

Face à cette situation de crise sans précédent, le ministre n'a pour réponse que la mise en place du « pacte ». Le rejet des personnels est massif et l'acceptation de certains est une preuve de plus, s'il en est, de **la paupérisation du corps enseignant, qui n'a d'autre choix**, faute de véritable revalorisation, **d'augmenter son temps de travail pour faire face aux dépenses incompressibles du quotidien**. **Non, le pacte n'est pas une revalorisation**. C'est une attaque contre les statuts, seules garanties de l'objectif d'égalité de l'instruction publique républicaine. C'est, par la mise en place des RDC contractualisés, un pas vers l'annualisation du temps de travail. C'est enfin un message délétère pour notre métier adressé aux élèves et leur famille : un enseignant pourrait donc prendre, sans délai, une classe qu'il ne connaît pas et improviser un cours. La FNEC FP-FO affirme que prendre une classe inconnue, sans égard pour le contenu, sans concertation possible avec le collègue absent et sans suivi pédagogique **c'est faire de la garderie**.

Alors que le ministre s'inquiète du temps d'apprentissage perdu depuis le passage des épreuves de spécialité en mars, conséquence du Bac Blanc que la FNEC FP-FO avait prédite et dénoncé depuis 3 ans, la généralisation du SNU sur le temps scolaire ferait encore perdre 12 jours de classe aux lycéens. Le cas échéant, cette perte accentuera **encore la pression sur les enseignants** et les élèves pour parvenir à étudier tous les axes du programme avant le mois de mars.

Dans l'Aisne, nos collègues remplaçants s'inquiètent de la mise en place de l'application ANDJARO pour gérer les remplacements. Cette application fera-t-elle mieux que les services actuels ? NON. Le problème ne vient pas de la gestion mais du manque de remplaçants.

Alors que les résultats du mouvement sont tombés début juin, nous sommes alertés par des collègues qui se retrouvent nommés loin de chez eux, avec parfois des situations familiales difficiles.

En cette fin d'année, comme les précédentes, la même problématique revient : la chaleur excessive dans les locaux. Qu'est-il envisagé pour lutter contre ce phénomène qui ne fera que s'aggraver dans les années à venir ?

Les AESH et les AED étaient en grève le 13 juin pour dire NON à la fusion de leurs métiers et pour la reconnaissance d'un vrai statut. La FNEC FP-FO les soutient dans ces revendications.

La FNEC FP-FO ne peut que constater que toutes les contre-réformes sont autant d'attaques contre les personnels, leur métier, leur santé et leur bien-être au travail, c'est pourquoi elle revendique :

- l'abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne.
- l'abandon de la réforme du collège Ndiaye et du « pacte ».
- l'abrogation du bac Blanquer et le retour à des épreuves nationales, anonymes et terminales.
- l'abandon de la généralisation du SNU et de son déploiement sur le temps scolaire et réclame dans l'immédiat le basculement de l'enveloppe budgétaire du SNU dans l'Education nationale à la Jeunesse et aux Sports.
- l'abandon de l'expérimentation ANDJARO, le recrutement de personnels statutaires pour mettre un coup d'arrêt à la pénurie de remplaçants.
- le retour à 2 phases de mouvement et la fin de l'obligation des vœux MOB.
- l'augmentation indiciaire pour tous les personnels, pas seulement les enseignants et en particulier les personnels les plus en difficulté (AESH, AED...), sans contrepartie, à minima à hauteur de l'inflation pour commencer, et rattrapage des 25 % de pouvoir d'achat perdu en 20 ans.
- la création d'un véritable statut de la Fonction publique pour les AESH.